l'Anticapitaliste

n°215 | 31 octobre 2013 – 1,20 €

l'hebdomadaire du **NPA** ~ **www.NPA2009.org**

LE VRAI CHANGEMENT…

INTERDIRE LES LICENCIEMENTS !

M 04249 - 215 - F: 1,20 €

Dossier

Contre l'Europe de la crise et la troïka de l'austérité, on continue !

Pages 6 et 7

ÉDITO
Les braises bretonnes
Page 2

PREMIER PLAN
Droit au retour pour Khatchik, Leonarda et sa famille ! Page 2

ACTU POLITIQUE
Droit du sol, une droite totalement décomplexée
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Jean-Baptiste Eyraud (DAL) Page 12

édito

Par **CÔME PIERRON**

Les braises bretonnes

Depuis plusieurs mois, la situation sociale est très tendue en Bretagne. La crise de l'agroalimentaire et les milliers de licenciements ordonnés par de grands groupes aux profits insolents s'ajoutent aux pressions qui pèsent sur les petits paysans et artisans pêcheurs. Plusieurs manifestations ont eu lieu.
En plus des licenciements, l'écotaxe, décidée par la droite lors du Grenelle de l'environnement et que le gouvernement Hollande-Ayrault avait décidé d'appliquer, cristallise le mécontentement d'une partie de la population contre l'augmentation des impôts et des taxes qui touchent en premier lieu les plus défavorisés. En organisant des manifestations contre cette taxe inefficace, le patronat défend ses bénéfices mais cherche surtout à détourner l'attention de ses responsabilités dans la casse de l'emploi.
Droite et extrême droite ne sont pas en reste. Mais la révolte qui secoue la Bretagne exprime une exaspération plus profonde contre l'injustice sociale. Elle prend aussi ses racines dans le sentiment qu'une région entière, excentrée et délaissée, subit les politiques menées à Paris ou à Bruxelles, méprisant l'avis des populations concernées.
En annonçant ce mardi, la suspension sine die de cette taxe dans tout le pays, le gouvernement ne règle pas la crise qui le ronge mais amplifie sa déroute. Mesure après mesure, il cède aux injonctions des nantis sans répondre aux aspirations et revendications populaires. Le discours réactionnaire contre les immigrés et les Roms, leurs expulsions, n'empêchent pas l'électorat de gauche de l'abandonner, et favorise la progression du Front national.
Le gouvernement a reculé devant une mobilisation qui apparaît comme celle de toute une région en colère. Pour ne pas laisser le terrain aux forces qui veulent instrumentaliser cette révolte au profit du patronat, de la droite et de l'extrême droite, il appartient au mouvement ouvrier, tout en étant solidaire de la colère bretonne, d'organiser la lutte contre la politique antisociale, pour l'interdiction des licenciements et la hausse des salaires, contre les expulsions, c'est-à-dire pour construire une alternative sociale et imposer une autre politique qui s'en prenne aux intérêts des classes dominantes.

BIEN DIT

PSA nous accorde enfin les mêmes moyens syndicaux qu'aux autres, des postes correspondant à nos qualifications, le paiement de la grève à partir du 1er octobre avec 3 mois de repos. Mais ils ne veulent pas d'un audit indépendant sur les risques psychosociaux. C'est sûr qu'ils en ont à cacher. Alors on va frapper plus fort encore, avec le comité de soutien.

AHMED OUBAKHTI, secrétaire de SUD PSA-Poissy, mardi 29 octobre, au 42e jour de grève de la faim.

À la Une

Interdire les licenciements, maintenant !

Michel Sapin, ministre du Travail est content : il n'y aurait que 5 000 demandeurs d'emplois vraiment nouveaux en septembre. Ce qui fait quand même une hausse de plus de 8 % en un an. Soit, au total, plus de 5 millions de personnes sans travail à ce jour.

Après la baisse inattendue de juillet, dûe au bug de SFR chargé de relancer les chômeurs pour l'actualisation de leur situation, les promesses de Hollande d'inverser la courbe du chômage avant la fin de l'année ont de plus en plus de plomb dans l'aile.

Des aides… pour le patronat !

Pourtant on ne peut pas reprocher au gouvernement de ne pas se démener. En tout cas du côté des aides aux patrons. Les subventions aux entreprises pour une année se montent à plus de 200 milliards, leurs exonérations d'impôts à 60 milliards. Le crédit d'impôt « compétitivité-emploi » leur apportera 10 milliards en 2014. Et, pour ne pas être en reste, la Banque centrale européenne prépare un nouveau prêt aux banques à un taux ridiculement bas, s'ajoutant aux 1000 milliards qu'elle leur a déjà donnés. D'autre part, l'évasion fiscale, côté entreprises, est estimée entre 60 ou 80 milliards.
La célèbre maxime « les profits d'aujourd'hui feront les investissements de demain et les emplois d'après-demain » (doctrine datant des années 80 du « social-démocrate » allemand Schmidt) devient ainsi « les aides d'aujourd'hui font les bénéfices d'aujourd'hui… et les chômeurs de maintenant ».

Le gouvernement moins actif contre les licencieurs

Depuis leur arrivée au gouvernement, Montebourg et ses acolytes se sont déjà aplatis devant les PDG de PSA, d'Arcelor ou Sanofi. Les salariéEs et syndicalistes de Continental, Sodimédical ou Fralib, dont les patrons ont été condamnés en justice, attendent encore que le gouvernement fasse appliquer les décisions de justice contre ces délinquants.
Aujourd'hui, Montebourg ose défendre le projet de Taylor, patron de Titan, de ne supprimer « que » 900 emplois chez Goodyear. Il y a quelques mois, ce personnage traitait ces mêmes salariéEs de fainéants travaillant 3 heures par jour. Aujourd'hui, il déclare que *« le problème, ce sont ces dirigeants de la CGT. Il doit bien y en avoir qui ont un cerveau »* et que ce « sont des timbrés », conseillant au ministre de *« les envoyer à la légion étrangère »*… C'est ce que Moscovici, ministre de l'Économie et des finances, appelle « *la main tendue… qu'il faut accepter* ».
Cette politique est la même dans le secteur public, avec les milliers de postes supprimés dans la santé, l'éducation, à Pôle emploi, etc.

Construire les résistances

Affrontements entre salariéEs, suicides, grèves de la faim, ne sont que les signes visibles de la souffrance, de l'angoisse de millions de salariéEs, chômeurs, jeunes. L'abstention électorale, le vote Front national en sont une autre expression, le tout sur fond d'instrumentalisation de ces inquiétudes par un gouvernement stigmatisant, réprimant, expulsant les immigrés et les Roms.
Dans cette situation ce ne sont pas des débats et amendements au Parlement, le dialogue social, qui permettront de transformer la résignation en colère, la colère en mobilisations. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'interdiction de tous les licenciements, la suppression et remboursement de toutes les aides, allègements fiscaux accordés aux patrons, la réduction massive du temps de travail avec partage entre toutes les mains et sans diminution du salaire, l'interdiction du travail posté, de nuit, de week-end…
Toutes celles et ceux qui combattent les patrons et la politique du gouvernement doivent se retrouver dans la grève, dans les luttes, dans les rues, pour imposer des mesures radicales. C'est bien la voie qu'ont ouvert les jeunes mobilisés contre l'expulsion de leurs camarades. Alors, dès le 5 novembre, nouvelle journée de mobilisation dans la jeunesse, dans la rue, mettons nos résistances en commun !

Robert Pelletier

JEUNESSE

Droit au retour pour Khatchik, Leonarda et sa famille !

On ne l'avait pas vu depuis longtemps : des milliers de jeunes bloquant les lycées et envahissant les rues avec des itinéraires de manif improvisés. Cette fois, c'est en solidarité avec Khatchik Khachatryan, lycéen de dix-neuf ans expulsé en Arménie, et Leonarda Dibrani, collégienne kosovare de quinze ans dont le cas a déjà fait couler beaucoup d'encre.

Quelle meilleure réponse à un gouvernement qui reproduit à l'identique la politique de la droite et à un FN qui se prétend première force dans la jeunesse ? Ce n'est pas la première fois que des jeunes se mobilisent en solidarité avec leurs camarades sans-papiers expulsés ou menacés de l'être, et ces mobilisations ont bien souvent été victorieuses. Ce mouvement dépasse cependant tous les précédents par son caractère massif.

Une jeunesse toujours solidaire

Cela faisait plusieurs semaines que les élèves du lycée professionnel Jenatzy (Paris XIe) où est scolarisé Khatchik, se mobilisaient suite à son obligation de quitter le territoire français (OQTF). Menacé de prison en Arménie, car il n'a pas fait son service militaire, Khatchik a eu la malchance de se faire interpeller pour un soupçon de vol. Même s'il en a été innocenté, cette arrestation a permis de le placer en centre de rétention. Après une première tentative annulée grâce à la mobilisation, la préfecture est parvenue à le faire expulser un samedi, en l'empêchant de prévenir ses proches.
L'histoire de Leonarda est venue ajouter à l'indignation. Arrêtée en pleine sortie scolaire, elle a été renvoyée dans un pays qu'elle ne connaît pas, dont elle ne parle pas la langue et où sa famille, rom, subit les discriminations. Le cynisme de Hollande proposant de la faire revenir seule est indigne. Ses frères et sœurs aussi sont scolarisés et doivent pouvoir rentrer, avec leurs parents !

La mobilisation n'est pas terminée

Les vacances scolaires ont certes joué contre l'extension du mouvement, qui a véritablement démarré le jeudi 17 octobre. Pourtant, dès le vendredi, il s'étendait à plusieurs villes et à la banlieue parisienne. Le samedi, premier jour des vacances, près d'un millier de jeunes manifestaient

Un monde à changer

PAUVRETÉ. La pauvreté a progressé sous Sarkozy... et continue à augmenter sous Hollande. C'est ce que montre un note récente de l'Observatoire des inégalités. En considérant la définition la plus restrictive, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, seuil situé à la moitié du revenu médian (autant touche moins, autant davantage), a progressé de plus de 700000 personnes entre 2008 et le début 2013. Le taux de pauvreté approche aujourd'hui les 9%. On compte entre un et deux millions de travailleurs pauvres en France selon les définitions. Après avoir comptabilisé les prestations sociales (primes pour l'emploi, allocations logement, etc.) ou intégré les revenus de leur conjoint, un million de personnes ont un emploi mais disposent d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, fixé à la moitié du revenu médian. L'existence de travailleurs pauvres résulte d'abord de la faiblesse des salaires dans de nombreux secteurs, notamment du niveau du salaire minimum, ainsi que du temps partiel. Enfin, il y a le fractionnement des emplois : petits boulots, alternances de phases d'emploi et de chômage ou d'inactivité...

Le chiffre

De 54 à 83 millions d'euros

Selon *Mediapart* et *Libération*, Tapie aurait bénéficié grâce à Eric Woerth d'un cadeau fiscal de 54 à 83 millions d'euros. 83 millions d'euros, c'est un peu plus de 6100 années de Smic net...

BRÉSIL 78 jours de grève

Si quelqu'un doutait que le Brésil ne serait plus jamais le même après les journées de juin, la puissante grève des professeurs du réseau municipal de la ville de Rio de Janeiro, près de 60 000 grévistes, qui s'est terminée vendredi 25 octobre, est venue le confirmer.

Ce furent 78 jours d'une bataille comme on n'en avait pas vue depuis 19 ans dans le domaine de l'éducation. Au-delà des bas salaires (750 dollars environ pour 20 heures hebdomadaire d'enseignement), les enseignants ont décidé de s'opposer au manque d'autonomie pédagogique des plus de 1000 écoles du réseau, et au système d'évaluation en fonction des résultats. Ils se sont également opposés à l'autoritarisme du secrétariat à l'Éducation qui nomme les directeurs en fonction de ses propres intérêts.

La grève a débuté de façon massive, suivie par 70 % des enseignants. Il y a eu des défilés comptant jusqu'à 10 000 enseignants à travers les quartiers riches du sud de la ville, affrontant le maire Eduardo Paes (Parti du mouvement démocratique du Brésil, allié du PT). Durant les mois d'août et de septembre, la grève a été massivement suivie. Elle s'est accompagnée d'actions, de défilés et de meetings qui ont rassemblé des milliers de personnes. Les enseignants ont ainsi pu imposer des négociations à la mairie et arracher une augmentation des salaires de 15 %. Mais les professeurs exigeaient davantage, à savoir la fin de la dite « méritocratie », c'est-à-dire des critères néo-libéraux autoritaires d'évaluation en fonction des résultats.

Un fois accordée la hausse des salaires, la mairie de Rio a décidé d'envoyer aux conseils municipaux ses directives pour le nouveau déroulement de carrière, introduisant l'obligation pour tous les enseignants, quelle que soit leur spécialité, d'enseigner n'importe quelle discipline. Ce qui a provoqué la colère des enseignants.

DR

Un vote armé...

Lors de la première tentative de vote, les enseignants ont donc occupé le conseil municipal. Le 30 septembre, jour de la deuxième tentative de vote, la place Cinelandia où se trouve la mairie s'est transformée en place forte. Le spectacle des professeurs, des étudiants et des travailleurs solidaires encerclés par les centaines de voitures et hélicoptères de la police a été retransmis sur toutes les chaînes de télévision. Les téléspectateurs ont pu voir en direct les charges violentes des forces de l'ordre accompagnées de tirs de bombes lacrymogènes, gaz au poivre et de tirs de balles en caoutchouc.

Cette répression a permis à la coalition PMDB-PT de faire adopter son plan. Dans un discours émouvant prononcé ce jour-là, le jeune conseiller municipal du PSOL (Parti socialisme et liberté) Renato Cinco, un des opposants, leur a signifié le profond dégoût que lui inspirait leur comportement. Paes a, lui, attribué cette résistance à une conspiration du PSOL et du Parti socialiste des travailleurs unifiés (PSTU) contre son gouvernement...

Vue la puissance du mouvement, un ministre du Tribunal suprême fédéral, la plus haute cour de justice du pays, a décidé de se poser en médiateur. Une nouvelle réunion a eu lieu à Brasília le mercredi 23 octobre en présence de la direction du syndicat SEPE qui, devant l'affaiblissement du mouvement, a proposé la reprise du travail. Le vote en assemblée générale le vendredi 25 octobre fut serré : 1065 pour la fin de la grève contre 889 pour la poursuite.

Il faut maintenant tirer les leçons, s'interroger sur l'état des forces politiques engagées dans la construction du SEPE et sur la possibilité de tenir un congrès du syndicat le plus tôt possible. Car le gouvernement s'emploie à détruire ce syndicat qui est une référence en matière de combativité, d'autonomie et de démocratie syndicale dans le pays.

De Rio de Janeiro, Ana Carvalhaes (Traduction Alain Sergio)

Agenda

Samedi 6 novembre, réunion publique, Rouen. À 20h à la Halle aux Toiles (1 rue Geuffroy Rouen) avec Christine Poupin.

Jeudi 14 novembre, réunion publique du NPA, Besançon. Avec Christine Poupin. Salle Battant, 48 rue Battant.

Mercredi 20 novembre, réunion publique de la Société Louise Michel, Paris 20e. « Les gauches gouvernementales en Amérique latine » avec Janette Habel à 19h au au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

de nouveau. Durant la première semaine des vacances, deux assemblées générales inter-lycées ont réuni près d'une centaine de jeunes, venus de plus d'une trentaine d'établissements. L'enjeu est d'étendre la mobilisation au reste du pays. Rendez-vous est pris dès le mardi 5 novembre pour une manifestation appelée par toutes les organisations syndicales et politiques intervenant dans la jeunesse. Des appels lancés par le Réseau éducation sans frontières (RESF) vont dans ce sens, et il y a fort à parier que certains établissements seront bloqués dès le lundi de la rentrée.

Un affrontement contre le gouvernement

Tablant sur un essoufflement du mouvement, Hollande a donc fait ses choix : une indécente provocation concernant Leonarda et aucun mot concernant Khatchik. Il est habituel qu'au début d'une mobilisation le gouvernement se présente comme inflexible et qu'il jouisse même d'un fort soutien dans les sondages. Mais quand la jeunesse est déterminée à continuer à se battre, elle peut rapidement faire basculer les choses.

C'est ce qu'a bien compris une partie du PS, notamment celle qui reste liée au mouvement social, notamment à certains syndicats lycéens et étudiants (UNEF, UNL et FIDL) ou à SOS-Racisme. Au-delà des calculs politiciens d'une Anne Hidalgo qui attendait le vote interne du PCF parisien, ce sont plusieurs dirigeants et élus socialistes, jusqu'au premier secrétaire Harlem Désir, qui se sont publiquement émus de la position du gouvernement.

Peu probable pour autant qu'ils iront jusqu'au bout dans l'affrontement. L'enjeu n'est pas des moindres : obtenir le retour des expulsés mais aussi l'arrêt définitif des expulsions de sans-papiers scolarisés et donc leur régularisation automatique. Une avancée qui serait historique, tant elle constituerait un désaveu pour le gouvernement et pour toute la politique migratoire de la France depuis trente ans !

JB Pelé

Paris le 17 octobre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

NO COMMENT

L'Espagne traverse un magnifique moment.

EMILIO BOTIN, président de la banque Santander (première banque espagnole), visiblement pas gêné par un taux de chômage de 25,9 %...

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : 01 48 70 42 27 redaction@npa2009.org

Diffusion : 01 48 70 42 31 diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 01 48 70 42 28 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 0414 P 11508

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage : 6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication : Ross Harrold

Secrétaire de rédaction : Manu Bichindaritz

Maquette : Ambre Bragard, Goulven Schaal

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 22 Fax : 01 48 59 23 28 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

n°215 | 31 octobre 2013 | l'Anticapitaliste

PROJET DE LOI

Les prostituées, victimes et coupables ?

Une proposition de loi disant vouloir « renforcer la lutte contre le système prostitutionnel » *vient d'être déposée à l'Assemblée Nationale par le PS. À sa lecture, le NPA réaffirme l'approche politique qui l'a amené en juillet à signer avec 100 autres associations et organisations le Manifeste contre la pénalisation des prostituées et de leurs clients.*

Présentée comme la solution à la question prostitutionnelle, la pénalisation des clients – mesure-phare du projet de loi – a pourtant été rejetée par des associations féministes comme le Planning familial, ou de santé, comme Médecins du Monde. Malgré l'équation rhétorique qui accompagne le projet de loi affirmant que « s'attaquer à la demande fera baisser l'offre », cette mesure renforcera en réalité le pouvoir des clients. En effet, loin d'améliorer la situation des personnes en situation de prostitution, cette option l'aggrave. La clientèle menacée de contravention fera pression pour qu'elles se cachent toujours davantage. Cette mesure les rendra donc plus précaires et vulnérables, et dégradera encore leurs possibilités d'imposer des conditions comme le port du préservatif, ou de se protéger des violences des clients et de la police.

Epée de Damoclès

De plus, si ce projet introduit l'idée de délivrer un titre de séjour temporaire de 6 mois aux personnes s'engageant à sortir de la prostitution, le gouvernement met en même temps une épée de Damoclès au-dessus de leur tête. Il prépare de nouvelles expulsions, en interdisant le retour à la prostitution (sous peine d'expulsion), tout en les maintenant dans une extrême précarité, avec un titre de séjour de 6 mois, et une aide de moins de 500 euros par mois.

En cela, il serait assisté par les associations de « soutien » aux prostituées, qui auraient à charge de les surveiller ! Non seulement la mise en place d'un contrôle politique, social et policier sur des femmes précaires et étrangères est inacceptable (cela instaure un état d'exception par rapport aux prostituéEs françaises) mais que des associations acceptent de faire ce travail le serait tout autant.

Les prostituées, victimes et coupables ? Il serait temps que le gouvernement sorte de sa démarche paternaliste et répressive, et apporte des réponses utiles à l'ensemble des personnes en situation de prostitution, à commencer par le soutien politique et financier aux associations communautaires et de santé et celles qui luttent pour leur permettre d'obtenir la régularisation. Car si la traite se développe, c'est sur la fermeture des frontières et les politiques migratoires assassines. Pour lutter contre les réseaux, il faut d'abord régulariser toutes les sans-papierEs !

Chloé Moindreau

DROIT DU SOL

Une droite totalement décomplexée

Cela va très vite. Le 22 octobre, Copé annonce l'intention de son parti de présenter d'ici à la fin de l'année une proposition de loi prévoyant la fin de l'acquisition automatique de la nationalité pour les enfants nés en France de parents étrangers…

Première remarque : en évoquant une prétendue automaticité, Copé ment, ou tout au moins, il feint d'ignorer que le droit du sol prévoit que *« tout enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il a en France sa résidence et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans »*. Le droit du sol est donc strictement encadré.

L'automaticité ne concerne que ce qu'il est convenu d'appeler le double droit du sol : *« est français l'enfant né en France lorsque l'un de ses parents au moins y est lui-même né »* ou… le droit du sang, qui coexiste avec le droit du sol et revêt, lui, effectivement, un caractère d'automaticité dans la mesure où il veut que l'enfant né d'au moins un parent français soit Français à la naissance.

L'UMP est condamnée, pour marquer sa différence avec un gouvernement ultra-droitisé en matière d'immigration, à se raccrocher aux wagons du Front national. Dès le 25 octobre, le député Guillaume Larrivé, un satellite de Sarkozy, annonce le dépôt d'une proposition de loi préconisant *« des aménagements au régime du droit du sol »*.

Règne de l'arbitraire

L'enjeu est au moins triple, si l'on se réfère aux informations données par *le Monde* sur le texte déposé. En premier lieu, dans la droite ligne des politiques de tous les gouvernements successifs, il s'agit de s'en prendre à *« l'immigration irrégulière »*. L'article 3 (sur 4) du projet de loi prévoit donc de *« supprimer le bénéfice du droit du sol pour les étrangers en situation illégale »*. Dans le même esprit, l'article 4 *« exclut les délinquants, condamnés à une peine d'au moins six mois de prison, du bénéfice du droit du sol »*. Du grand classique donc pour les chantres du tout répressif en matière de politiques migratoires et sécuritaires.

Mais ce projet comporte un autre volet, d'une toute autre portée : après avoir sacrifié à la reconnaissance de l'idée que *« les enfants nés en France de parents étrangers ont vocation à devenir français »* (on appréciera le recours désormais rituel, y compris à « gauche », à cette notion de *« vocation »*, bien pratique pour refermer les portes sitôt ouvertes), l'exposé des motifs conclut que *« cette voie d'accès à la nationalité française ne doit pas être ouverte à ceux qui méconnaissent le pacte républicain »*. Il ne s'agit là pas seulement, avec un article premier qui *« subordonne le bénéfice du droit du sol à une manifestation de volonté »*, de renouer avec un dispositif qu'avait mis en place l'éphémère réforme du Code de la Nationalité de 1993 sous l'égide du tandem Méhaignerie-Pasqua. Le projet contient un article 2 qui est supposé *« permettre à l'autorité publique de s'opposer à l'acquisition de la nationalité française, par l'effet du droit du sol, d'un étranger qui n'est manifestement pas assimilé à la communauté française »*. Le *« manifestement »*, fondement du règne de l'arbitraire, dit tout mais, pour qu'on ne s'y trompe pas, appelle un commentaire du dépositaire : *« Le refus peut par exemple concerner une personne portant le voile intégral »*. À la naissance ? Ou à 18 ans, quand il lui sera demander de manifester sa volonté de devenir Française ? Paradigme culturel du racisme d'État dans toute sa splendeur…

Racisme d'État

Mais, surtout, derrière tout ça, il y a un troisième enjeu, et non le moindre. Car ce n'est pas pour rien que le F-Haine a depuis longtemps dans ses bagages une remise en cause radicale du droit du sol. On n'en sort pas : face aux modes d'acquisition de la nationalité par naissance en France (droit du sol), mariage, naturalisation, il n'y a guère que l'acquisition par filiation (droit du sang) qui s'impose sans contestation possible. Car il n'est nullement question d'imposer à quiconque serait né de *« Français de souche »* une quelconque condition, *« manifestation de volonté »* ou témoignage d'assimilation à *« la communauté française »*.

En posant de nouveaux obstacles – et quels obstacles ! – à l'application du droit du sol, soit en creusant encore l'écart entre les enfants français à la naissance et ceux (d'un sang impur, sans doute ?), qui le deviendraient en vertu de leur naissance en France, mais sous conditions durcies, c'est bien *in fine* au paradigme biologique du racisme d'État que revient la droite forte et décomplexée.

François Brun

BUDGET

Nouveau produit toxique

Le projet de loi de finances pour 2014 comporte dans son article 60 une disposition particulièrement scandaleuse.

En effet, sous couvert de la mise en place d'un fonds de soutien aux collectivités qui ont souscrit des produits toxiques, le gouvernement socialiste n'hésite pas remettre en cause un des principes essentiels de notre droit, le principe de non-rétroactivité des lois, et à désavouer les juges, dans le seul but d'aider les banques à spolier les collectivités publiques et la population.

De quoi s'agit-il ? Victimes des prêts toxiques, 200 collectivités ont engagé plus de 300 procès contre les banques qui leur ont fait souscrire ce type de produits. Les sommes en jeu sont considérables. Dans une tribune publiée dans *le Monde* du 3 juin dernier, Michel Klopfer estimait le risque lié aux emprunts toxiques entre 15 et 20 milliards d'euros. En janvier 2013, le gouvernement a créé la Société de Financement local (SFIL) qui a pour objet la reprise d'un portefeuille de 90 milliards d'euros de prêts déjà consentis à des collectivités par DEXMA (une entité de DEXIA). Sur ce stock, près de 10 milliards d'euros d'encours sont considérés comme « sensibles » (comprendre « toxiques ») et concernent environ 1 000 collectivités. Il s'agit de prêts structurés dont le taux est indexé sur des cours de monnaies telles que le franc suisse, le dollar ou le yen. Le risque de ce stock de 10 milliards d'euros de prêts toxiques est donc désormais assumé par la SFIL, c'est-à-dire par l'État.

L'Etat protecteur… des banques !

Or ces derniers mois, des collectivités qui avaient assigné les banques pour contester les prêts toxiques que ces dernières leur ont fait souscrire ont obtenu gain de cause en justice. Cela a été le cas notamment du conseil général de Seine Saint-Denis qui, dans trois affaires l'opposant à Dexia, a vu le tribunal de grande instance de Nanterre décider la nullité de la clause d'intérêt de trois contrats. Le TGI *« annule la stipulation conventionnelle d'intérêts, dit que le taux légal doit être substitué au taux conventionnel depuis la conclusion du contrat de prêt, le taux légal subissant les modifications successives que la loi lui apporte »*. Cela signifie que le taux légal doit s'appliquer rétroactivement depuis la 1ère échéance… Pour information, le taux légal pour 2013 est de 0,04 %. Le risque est donc grand pour le gouvernement de voir l'encours de 10 milliards de prêts toxiques connaître le même sort que les trois prêts du département de Seine Saint-Denis. C'est donc l'État , à travers la SFIL, qui sera condamné à supporter les coûts considérables liés aux prêts toxiques.

Pour se soustraire à cette obligation, le ministère de l'économie et des finances a eu l'idée d'insérer dans le projet de loi de finance pour 2014, une disposition figurant dans son article 60 qui prévoit que *« sont validés les contrats de prêt ou les avenants à ces contrats conclus antérieurement à la publication de la présente loi entre un établissement de crédit et une personne morale, en tant que la validité de la stipulation des intérêts serait contestée par le moyen tiré du défaut de mention du taux effectif global prescrite par l'article L. 313-2 du code de la consommation… »* Pour les collectivités et les contribuables locaux, cet article sera lourd de conséquences.

Mais les choses ne sont pas encore dites car le texte du gouvernement contrevient à la jurisprudence des lois de validation telle qu'elle a été définie par le Conseil constitutionnel, la Cour européenne des droits de l'Homme, le Conseil d'État et la Cour de cassation. En effet, cette jurisprudence conditionne les exceptions au principe de non rétroactivité des lois à des conditions strictes, en particulier d'impérieux motifs d'intérêt général et le droit à un procès équitable, autant de conditions que l'article 60 proposé par le gouvernement ne respecte pas.

Aux citoyens et à leurs élus d'agir en justice pour faire respecter le droit et écarter ce qui n'est rien d'autre qu'une nouvelle loi d'amnistie des banques.

Patrick Saurin

MALI Oui la guerre continue !

Bien que les porte-paroles de l'armée française tentent de relativiser les difficultés qu'ils rencontrent sur le terrain, la situation sécuritaire se dégrade de jour en jour.

En effet, pas une semaine sans un accrochage, une attaque ou un attentat, comme à Tessalit où une voiture piégée a explosé, faisant trois morts et plusieurs blessés. Quelques semaines plus tôt, cinq tirs d'obus s'abattaient sur la ville de Gao, après des attaques suicides contre les casernes de Tombouctou.

Déploiement de troupes

Depuis les accords de paix de Ouagadougou, l'armée française dans le cadre de Serval a successivement déclenché les opérations Netero, Centaure, Dragon, Constrictor et maintenant Hydre qui mobilise plus de 1500 soldats dont 700 Maliens du 2e bataillon formés récemment à Elou, 300 des forces onusiennes de la Minusma et 600 Français. Cette opération est appuyée par des hélicoptères Tigre et Gazelle et se déroule au nord et sud de la boucle du fleuve Niger. Son but est d'empêcher la réorganisation des réseaux armés islamistes et de mettre à mal leur logistique.

En face les djihadistes se sont regroupés en créant une nouvelle formation « Al Mourabitoune », allusion au califat des almoravides au XIe siècle. Elle est composée essentiellement du MUJAO (Mouvement pour l'unicité du djihad en Afrique de l'Ouest) et les Tributaires par le sang de Mokhtar Belmokhtar. Au plus fort de l'opération Serval, 4500 soldats français étaient sur le terrain, et il en reste actuellement 3000. Ainsi, annoncé après la fin de la bataille des Ifoghas, le retrait des forces françaises reste limité et il est probable que l'objectif de seulement 1000 soldats français en janvier 2014 ne pourra pas être tenu. D'autant que du côté des forces onusiennes, on peine à atteindre les 12000 casques bleus : seulement 5200 sont actuellement déployés au Mali.

Au début du mois d'octobre, la découverte par deux journalistes de *RFI* et du journal *Libération* d'un document d'AQMI écrit par son dirigeant Abdelmalek Droukdel, montre que l'agenda des groupes djihadistes était la mise en place progressive d'un État islamiste dans le nord du Mali, et non de descendre sur Bamako, comme l'ont prétendu le gouvernement français et autres experts du petit écran. Mais faire croire que 400 djihadistes pouvaient mettre au pas les deux millions d'habitants de la capitale a contribué à légitimer l'intervention militaire française…

DR

Un pays toujours en crise

De par son score impressionnant aux élections présidentielles, plus de 77 % des suffrages, Ibrahim Boubacar Keïta dit IBK est apparu aux yeux des populations maliennes comme l'homme opposé au pouvoir précédent. Il n'est pas sûr que cette légitimité lui permette de résoudre les problèmes.

L'armée malienne reste en crise, comme en témoigne les derniers soubresauts, avec la mutinerie de soldats de la garnison de Kati. Ces anciens partisans du capitaine Sanogo qui avaient conduit le putsch, renversant l'ancien Président Amadou Toumani Touré, ont protesté contre leur mise à l'écart des dernières promotions. Depuis, une épuration violente vise les mutins. Ainsi les corps sans vie de cinq d'entre eux ont été découverts à Kati.

Concernant le nord du Mali, IBK a convoqué les « États généraux de la décentralisation ». Si les dirigeants du MNLA et du Haut-conseil de l'unité de l'Azawad (HCUA) qui a recyclé une partie des militants du groupe islamiste Ansar Dine n'étaient pas présents, certaines personnalités proches de cette mouvance ont participé aux travaux. Il en ressort la volonté de renforcer les lois existantes en matière de décentralisation, en améliorant l'accompagnement financier. Cela implique de régler les problèmes de corruption et de détournements de fonds qui restent prégnants. De plus, les populations n'ont pas eu la possibilité de réellement s'impliquer et de faire valoir leurs besoins, même s'il faut souligner l'effort d'associer les élus de base et les chefs coutumiers.

La crise majeure que connaît le Mali exige un changement en profondeur en termes de satisfaction des besoins sociaux et de contrôle des populations sur la marche du pays. Autant dire que de telles mesures ne sont pas près d'être acceptées, ni par les dirigeants maliens ni par l'autorité de tutelle que la France continue de jouer.

Paul Martial

SYRIE Tous les chemins mènent à Genève ?

Depuis l'adoption, le 27 septembre, de la résolution n° 2118 du conseil de sécurité concernant la destruction des armes chimique du régime syrien, une phase nouvelle semble s'ouvrir pour ce pays et à l'échelle régionale.

Le rapprochement entre les USA et le gouvernement iranien mécontente l'Arabie saoudite, et tous les pays impérialistes soulignent clairement que la seule issue possible en Syrie est une solution politique négociée entre le gouvernement et « l'opposition », pour aboutir à un « organe exécutif de transition » composé des deux parties. Ceci passe pour eux par une conférence de « paix », « Genève 2 », prévue en novembre. Les bruits de bottes qui ont précédé l'accord américano-russe ont disparu, et on ne parle plus que de la conférence. Toutes les lignes rouges affirmées par Obama et les dirigeants des pays impérialistes sont effacées, y compris les crimes commis par la dictature syrienne, dont le gazage de la population dans la banlieue de Damas le 21 août qui a coûté la vie à plusieurs centaines de civils. Les chancelleries aussi bien que les grands médias dominants ne parlent quasiment plus du calvaire quotidien des Syriens : les massacres, les bombardements et zones assiégées où la population et surtout les enfants et les vieillards ne meurent pas seulement sous les armes du dictateurs mais aussi de famine. C'est en particulier le cas de Al-Goutha oriental et le camp des réfugiées palestiniens Al-Yarmouk. À Deir al-Zor, un des généraux du régime a annoncé qu'il allait raser la ville pour la transformer en champ de pommes de terre.

Le dictateur doit partir

Comble du cynisme, en même temps qu'il cédait sur ses armes chimiques, le chef du régime syrien a obtenu un blanc-seing des impérialistes pour continuer sa guerre contre le peuple. Il multiplie les interviews, se présentant comme vainqueur, déclarant ouvertement dans sa dernière apparition télévisée du 21 octobre qu'il va se représenter à l'élection présidentielle. Et concernant Genève 2 et la négociation avec l'opposition, *« aucune date n'a été fixée, et les conditions ne sont pas encore réunies si nous voulons qu'elle réussisse »*…

Le groupe des 11 pays occidentaux et arabes « amis de la Syrie » a tenu une conférence à Londres le 22 octobre pour émettre le souhait de ne plus voir Bachar al-Assad, mais surtout pour exercer une pression sur la coalition nationale syrienne qui connaît des dissensions au sujet de Genève 2. Car négocier à Genève avec le régime constitue depuis un mois une nouvelle ligne de clivage au sein de l'opposition syrienne. Une partie de la coalition dirigée par Michel Kilo, est pour négocier, le comité national de coordination aussi. Le CNS, une des plus importantes composantes de la coalition, a annoncé son refus d'y participer si le départ de Bachar et son régime ne sont pas confirmés comme préalable. L'armée syrienne libre, qui affronte non seulement les forces du régime mais aussi les groupes djihadistes, est aussi contre toute négociation sans garantie du départ de Bachar et son régime.

Cette position n'est que le reflet du mouvement populaire qui a exprimé dans les manifestations, malgré l'horreur vécue, que *« ce n'est pas à Genève mais à La Haye »* que l'avenir se décide, exprimant ainsi sa volonté de traduire les dirigeants devant un tribunal. Même la population des zones assiégées a affirmé dans les manifestations que *« mieux vaut mourir de faim que capituler »*. Le mouvement populaire confirme donc qu'il veut renverser le régime, pour bâtir la liberté, l'égalité et la justice sociale. La révolution populaire en Syrie continue, elle a besoin de toute notre solidarité.

Ghayath Naisse

DR

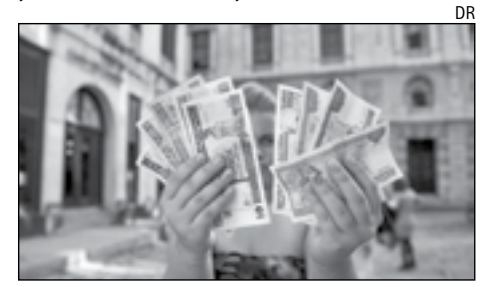
Le monde en bref

CUBA

Un pas de plus vers le capitalisme

Raúl Castro a annoncé le début du processus de réunification des deux monnaies qui circulent depuis 19 ans à Cuba. En 1993, pour faire face à l'effondrement consécutif à la chute du bloc soviétique, le gouvernement a officialisé la dollarisation rampante de l'économie, en créant le peso convertible (à parité fixe avec le dollar) à côté du peso cubain (qui vaut actuellement 1/25e d'un peso convertible). Associé au démantèlement du monopole étatique du commerce extérieur, la nouvelle monnaie a permis de développer le tourisme et les investissements étrangers pour financer les importations.

DR



Le développement du secteur privé (national et étranger) a accru les inégalités : la majorité des travailleurs sont payés en peso cubain et n'ont pas accès aux biens importés évalués en peso convertible (un litre de lait vaut par exemple environ 15 % du salaire mensuel moyen). Outre les services publics gratuits (éducation, santé…), les Cubains ne peuvent survivre que grâce à la *libreta*, de plus en plus réduite, qui fournit à chacun des produits de base à bas prix. Mais pour pouvoir consommer des légumes ou de la viande, les Cubains doivent se tourner vers le marché libre hors de prix. L'odieux embargo US imposé depuis plus de 50 ans aggrave fortement les difficultés de l'île.

Trois ans après « l'actualisation du modèle socialiste cubain », et notamment le licenciement de près de 500000 fonctionnaires, la restauration du capitalisme est en marche suivant « l'exemple » chinois. À la différence des réformes des années 1990, les nouvelles entreprises privées sont désormais autorisées à embaucher des salariés. Le secteur non étatique devrait représenter plus de 40 % du PIB en 2015. La réforme devrait se traduire par une convergence progressive des deux monnaies, et donc une dépréciation du peso convertible, ce qui peut sembler favorable aux travailleurs puisqu'ils pourront acheter davantage de biens importés. La contrepartie de ces espoirs risque d'être la remise en cause des acquis, services publics gratuits et *libreta*. Car le sens de la réforme est de faire rentrer Cuba dans la « normalité » capitaliste, et ce sont les travailleurs qui en paieront le prix, en dépit des discours mystificateurs de la bureaucratie. La seule alternative passe par l'initiative autonome des travailleurs pour défendre et étendre ce qu'il reste des conquêtes de la révolution.

Gaston Lefranc

ITALIE

Journées cruciales

Des dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de gens issus de l'immigration, de militants des mouvements pour la défense de l'environnement ont pacifiquement manifesté dans les rues de Rome durant deux journées extraordinaires de mobilisation, les 18 et 19 octobre.

Rome, le 19 octobre 2013. DR

Automne 2013, encore un automne de crise, de licenciements, de pauvreté… Un automne qui n'a pas encore vu de grève appelée par les trois principaux syndicats (Cgil, Cisl et Uil), des syndicats qui ont seulement décidé d'une petite grève de quatre heures…

Le vendredi 18 octobre, la grève générale décidée par les syndicats alternatifs (Usb, Cub et Cobas) a eu des bons résultats, surtout dans les secteurs de la santé et des transports. Plusieurs villes ont été bloquées. La participation à la manifestation de Rome a dépassé les prévisions. Il y avait beaucoup de travailleurs du secteur public et privé, des immigrés… À Milan, il y avait un millier de participants, dont des travailleurs du transport issus de l'immigration.

La « trêve sociale » enfin brisée

Le lendemain, la manifestation du samedi 19 octobre a été un succès extraordinaire. Des dizaines de milliers de personnes ont défilé pendant plusieurs heures dans un climat de tension et un état de siège voulu par les autorités et alimenté par des médias qui pariaient sur une réédition de la journée du 15 octobre 2011. Dans la rue, il y avait les mouvements organisés dans les réseaux pour le droit au logement et dans les comités qui militent pour l'environnement (No Tav, No Muos…).

La manifestation s'est déroulé sans incident, ce qui a montré la véritable unité politique des manifestants et des organisateurs. Il y bien eu des moment de tensions : quand les militants de Casapound (un centre social néo-fasciste) ont cherché à attaquer le cortège, sous le regard indifférent de la police ; quand les forces de l'ordre ont chargé une partie des manifestants près du ministère de l'Économie, l'un des principaux responsables du massacre social. Les personnes arrêtés ont été libérées quelques jours après. Après le cortège s'est formée une *acampada* (un rassemblement) qui a duré plusieurs jours.

DR

> *La « trêve sociale » a été finalement brisée. Des dizaines et dizaines de milliers de participants sont descendus dans la rue sans le soutien des appareils syndicaux ou politiques.*

La « trêve sociale » a donc été finalement brisée. Des dizaines et dizaines de milliers de participants sont descendus dans la rue sans le soutien des appareils syndicaux ou politiques. Dernier grand rassemblement militant, le 15 octobre 2011 avait peut-être été plus massif, mais il y avait eu à l'époque le soutien de la Fiom (syndicat des métallurgistes) et de l'Arci (un réseau d'associations progressistes).

Le 19 octobre ouvre des perspectives

La décision de créer une convergence entre les manifestations du vendredi et celle du samedi a été très positive. Elle montre la voie à suivre : l'unité de tous les mouvements sociaux en lutte contre l'austérité. La petite grève de quatre heures appelée par la Cgil, Cisl et Uil contre la loi budgétaire est une tentative des appareils syndicaux pour éviter qu'autour des secteurs les plus radicaux se regroupent les travailleurs gravement touchés par la crise et qui, ces dernières années, n'ont pas eu l'occasion de se mobiliser.

Enfin, disons un mot sur la journée du 12 octobre « en défense de la Constitution ». Cette journée a vu les rues de Rome traversées par un peuple de gauche déçu par le délabrement des forces du mouvement ouvrier, et qui chercherait donc un improbable compromis social. Les promoteurs de cette journée n'ont pas voulu de dialogue avec les initiatives du 18 et du 19, et dans certains cas, ils ont même participé au climat de criminalisation. Leur priorité est le dialogue avec le seul Parti démocrate (centre gauche), mais cela ne signifie pas que les milliers de personnes descendues dans la rue le 12 soient condamnés à cette vaine modération.

Le mouvement du 19 octobre n'est pas à cette étape suffisant pour bouleverser la donne. Une relation pas encore bien installée avec le mouvement des travailleurs, et une méfiance justifiée envers les syndicats (méfiance qui peut aussi s'étendre vers les syndicats de classe) risquent d'alimenter de fausses divisions. Mais il est toujours possible d'affronter et de dépasser ces problèmes dans la mobilisation de masse plutôt que dans des discussions académiques. Le 19 octobre marque l'ouverture de cette possibilité.

De Turin,
Gippo Mukendi Ngandu

Depuis plusieurs mois, des mobilisations secouent l'Europe, en particulier les pays du Sud du continent. Tout est à nous ! *y a déjà consacré un dossier il y a quelques semaines (n°198 sorti le 6 juin), ainsi que de nombreux articles. Contre la terrible loi de la troïka — Union européenne, BCE et Fonds monétaire international — les peuples portugais et italiens sont descendus dans la rue par dizaines de milliers samedi 19 octobre. Et ce samedi 26 octobre, à l'appel du mouvement « Que la troïka aille se faire voir », les Portugais ont encore largement manifesté dans les rues de Lisbonne pour protester contre la politique de rigueur menée dans tout le pays. Des rassemblements se déroulaient également à Porto et dans une douzaine d'autres villes du pays, à l'appel du mouvement citoyen. « Il y a une issue : gouvernement à la rue » pouvait-on lire sur certaines banderoles et affiches brandies par*

ÉTAT ESPAGNOL

L'anti-austérité, point cent

Le cycle de luttes ouvert depuis le début de la crise connaît des formes mouvantes, reflet du divorce des organisations traditionnelles de la gauche, en particulier les syndicats, et de la classe ouvrière, ainsi que d'une situation de fragmentation sociale.

Les syndicats majoritaires n'ont pas eu ces dernières années une stratégie claire de résistance face aux attaques. C'est ainsi qu'ont surgi de nouveaux phénomènes qui dessinent les possibles lignes de recomposition de la classe dans un sens historique. L'anticapitalisme militant a besoin de comprendre ces problèmes, limites et potentialités pour pouvoir jouer un rôle dans la période.

Contre le « réformisme passif »

Ces évolutions (d'abord les syndicats qui ont appelé aux grèves générales, le Mouvement 15M, et aujourd'hui le mouvement des *Mareas*) reflètent et encouragent une attitude de résistance. Certes il n'y a pas de victoires, mais pas encore non plus de sentiment généralisé de défaite, et la dynamique de montées et baisses de luttes entretient encore un certain état d'esprit d'indignation. Cette colère sociale a comme principal adversaire le blocage institutionnel du Parti populaire (PP), qui agit comme un gouvernement « thatchériste », mais elle doit aussi faire face à l'orientation de Izquierda Unida (IU), qui se situe dans une perspective électoraliste et subordonnée à la logique de gestion avec le social-libéralisme (ainsi, en Andalousie, IU gouverne avec le PSOE, assumant les coupes budgétaires, devenant pour IU l'exemple à suivre pour tout l'État).

L'absence de victoires importantes renforce ce sentiment de « réformisme défensif » et amène une partie importante des gens à penser que nous ne pouvons qu'aspirer à réduire les coupes sombres, pas plus. Nous, les anticapitalistes, nous avons donc besoin de nous implanter davantage et mieux dans les luttes, en transformant notre organisation pour permettre, avec d'autres, des victoires significatives des résistances contre l'austérité.

DR

TINUE !

la foule réunie à Lisbonne. Les raisons de la colère ? De nouvelles mesures d'austérité annoncées pour l'année prochaine, dans le cadre du programme de rigueur négocié par le Portugal avec la troïka, en échange d'un prêt de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011. Il y a deux semaines, le gouvernement avait présenté un projet de budget prévoyant de nouvelles économies et des recettes supplémentaires de 3,9 milliards d'euros, l'objectif étant de ramener le déficit public à 4 % du PIB en 2014. Une « petite musique » que l'on connaît bien dans toute l'Europe… Contre les élites européennes et les gouvernements qui, comme ici, orchestrent les coupes budgétaires et la régression sociale, la mobilisation continue, au Portugal et ailleurs ! L'objet de ce nouveau dossier est de donner quelques éclairages internationaux venus d'Italie, de l'État espagnol et de Grèce.

tral de la lutte des classes

Des brèches peuvent être ouvertes

Ces deux derniers mois, la lutte pour l'éducation publique rassemble tous les secteurs qui refusent les politiques du gouvernement PP. Il ne s'agit pas seulement d'une lutte contre la baisse des budgets dans ce secteur, mais elle constitue aussi une ligne de démarcation politique. Sa capacité à rassembler un large secteur, à politiser et cristalliser les débats, fait de la lutte pour la santé et l'éducation publique le symbole de la lutte des classes. De même, il y a eu durant des semaines une grève illimitée exemplaire dans les îles Baléares, avec un soutien impressionnant, grève qui n'a été défaite que par l'attitude passive des directions syndicales majoritaires qui ne s'en sont pas servies pour étendre le conflit en appelant à une grève générale dans toutes les îles afin d'obliger le gouvernement à négocier avec les enseignants. Sans cette nouvelle erreur des directions syndicales, nous aurions été dans une bien meilleure position pour appeler aux mobilisations pour l'enseignement qui se sont déroulées le 24 octobre. Cependant, cette grève et le soutien populaire massif montrent que des brèches peuvent être ouvertes à travers la pression sur les gouvernements régionaux. De plus, nous avons eu la semaine dernière trois jours de grève étudiante combinée avec une grève de toute l'éducation. Il y a eu d'énormes manifestations, dans lesquelles Izquierda Anticapitalista a joué un grand rôle dans bien des villes, surtout dans le mouvement étudiant où nous coordonnons mieux notre implantation. Nous avons aussi joué un rôle dans *Marea Verde* dans certaines provinces et régions.

De même, nos camarades de Catalogne ont pu ouvrir une brèche dans le débat sur l'indépendance grâce à l'initiative du *« Procés Constituent »*, combinant revendications sociales et nationales, en partant de l'indignation sociale suscitée par la restriction des budgets. L'anti-austérité est le point de départ des anticapitalistes pour être en lien avec les sentiments et les expériences de classe, ainsi que pour pousser fortement les résistances vers de possibles ruptures. La réussite de cette politique ouvrira des possibilités pour les révolutionnaires. Ne pas le comprendre ou ne pas nous impliquer dans ces tâches permettraient une recomposition d'un régime pourtant en crise.

De Cadix,
Jesús Rodríguez González
(traduction Monica Casanova)

GRÈCE

Résistance(s) sociale(s)

Si récemment on a beaucoup parlé des crimes en tout genre de Aube dorée et de ses liens avec la haute finance (on vient même de trouver chez un armateur, Pallis, des armes et un musée nazi !), l'essentiel — qui nourrit la vermine nazie — reste la misère sociale.

Le chômage devrait bientôt frapper 30 % des travailleurs. Le gouvernement ose parler d'une baisse à 24 % en 2014, mais les experts européens confirment que la crise va durer, ajoutant que les Grecs doivent s'habituer à vivre ainsi ! Environ 900 000 personnes sur une population de 11 millions sont désormais au chômage depuis plus d'un an, sans aucune perspective. Et le gouvernement semble s'orienter vers la liberté totale de licencier, le déverrouillage intervenu ces derniers temps ne permettant pas de virer assez de travailleurs d'un coup, sauf à se déclarer en faillite.

Des écoles aux universités…

Néanmoins, le quotidien est fait de nombreuses résistances, comme on le voit dans le secteur public : dans l'éducation, des luttes ont eu lieu dans les collèges et lycées, pour dire non aux suppressions de postes, aux mutations d'office. Mais la grève, trahie par la direction syndicale en mai, a eu du mal à durer cet automne, même si des lycéens sont entrés en lutte au côté des enseignants. Il y a aussi les gardiens d'école, mis de fait au chômage, revendiquant pourtant leur rôle face aux dégradations en tout genre : ils viennent de clore un marathon de protestation et même des députés de droite promettent de dénoncer le caractère inconstitutionnel de la mesure, ce qui pourrait ouvrir une porte contre toutes les mesures prises de la sorte ! Les facs sont aussi en ébullition : la même « disponibilité » frappe le personnel administratif, avec en réaction un mouvement de désobéissance qui dure : refus des directions de transmettre au ministère la liste des personnels. Le secteur est au bord de l'explosion !

> *Environ 900 000 personnes sur une population de 11 millions sont désormais au chômage depuis plus d'un an, sans aucune perspective.*

Bien sûr, d'autres secteurs sont en lutte, le gouvernement droite-Pasok s'apprêtant à mettre en disponibilité 30 000 agents ! Les hôpitaux sont en première ligne, avec calculs technocratiques de rendements par lit ! Ainsi, entre autres exemples, dans la ville martyre anti-nazie de Kalavryta (près de Patras), la population se bat contre la décision de fermer la section des soins pathologiques. Autre secteur important pour le pays, les personnels de l'archéologie se mobilisent contre le manque de crédits pour les fouilles, et contre le risque de privatisation du secteur.

Page noire de l'histoire grecque

Dans le privé, de nombreuses luttes dispersées ont lieu. Ainsi, à Chalkis (île d'Eubée), les travailleurs de plusieurs boîtes viennent de s'affronter à la police en voulant occuper la préfecture. Venus de plusieurs entreprises importantes (cimenteries, meubles de bureau…), ils protestent contre les licenciements et contre une pratique du patronat moderne : faire travailler… sans rémunérer ! On a ici l'embryon d'une coordination locale, comme il devrait s'en développer partout !

Deux luttes restent aussi des références : les employés de la radio télévision publique (ERT) mis à la porte au début de l'été, occupent toujours et diffusent ! Mais les menaces augmentent : neutralisation de leur accès à un satellite, demande de députés de droite de les expulser des locaux… La solidarité devient urgente ! La lutte des habitants de Skouries (nord du pays) contre une nouvelle mine d'or, réprimée comme une action terroriste, gagne aussi en soutien : libération de deux personnes emprisonnées depuis 6 mois, concert de solidarité à Salonique avec 35 000 participants…

Face à cette résistance, un conseiller du Premier ministre Samaras vient de gaffer, déclarant que la politique de la troïka est une des pages noires de l'histoire grecque ! Gêne bruyante de la droite et du Pasok devant cette justification involontaire des luttes… Une nouvelle occasion pour le mouvement ouvrier d'étendre sa résistance, comme il l'a fait récemment en contraignant la direction de la confédération GSEE — pourtant proche du Pasok — à appeler à une grève générale de 24 heures ce jeudi 6 novembre.

D'Athènes,
A. Sartzekis

Grèce, le 16 septembre 2013. DR

INSPECTION DU TRAVAIL

Les agents en lutte contre la réforme

Une nouvelle journée de grève des agents du ministère du Travail s'est déroulée le mardi 22 octobre contre la réforme de l'inspection du travail.

À l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-FSU-SUD, plusieurs initiatives ont eu lieu en province, ainsi qu'une manifestation nationale à Paris regroupant environ 500 personnes. Le matin, quelques militants ont également déployé une banderole *« Casse de l'inspection du travail : le MEDEF en rêvait, le PS l'a faite »* sur la grille du siège du PS.
La réforme qui va supprimer des postes et restreindre les capacités de contrôle des entreprises (voir *l'Anticapitaliste* n°210) ne passe décidément pas dans les services, même si la mobilisation est très inégale selon les départements. Mais la lutte commence à déborder.

Élargissement, approfondissement

La journée du 22 octobre a bénéficié d'une meilleure couverture médiatique. Le bureau confédéral de la CGT, ainsi que Solidaires, et des partis politiques (NPA, GA, PG) ont publié des communiqués dénonçant la réforme. Les unions locales se sont joints aux cortèges dans certains endroits. Pour la première fois, Sapin a dû s'exprimer publiquement sur sa réforme dans une tribune parue sur Rue89… où il taxe les agents mobilisés d'individualisme forcené et de corporatisme !
L'assemblée générale réunie à Paris l'après-midi n'a cependant débouché sur aucune proposition de suite au mouvement. Celui-ci reste donc soumis aux décisions de l'intersyndicale dont aucune réunion n'est prévue dans l'immédiat, alors que Sapin est bien décidé à passer le turbo. L'absence de mobilisation sur les retraites n'aide évidemment pas à créer un climat propice à la lutte.
L'élargissement de la mobilisation (très axée sur des initiatives internes qui ne suffiront sans doute pas) et son changement de dimension (via une campagne publique impliquant la gauche politique et sociale) sont les enjeux cruciaux auxquels le mouvement est confronté.
Le comité NPA Inspection du travail – Pôle Emploi Île-de-France
https://fr-fr.facebook.com/inspectiondutravail

PAC

Occasion manquée

Le gouvernement et le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll sont satisfaits de l'accord de principe conclu le 23 octobre concernant la future politique agricole européenne commune (PAC) qui entrera en vigueur en 2015 et assurent qu'elle sera plus juste et plus verte…

Pourtant, la PAC va continuer à favoriser les grands exploitants et les agro-industriels sans modifier un système qui favorise l'agrandissement des exploitations, qui fait disparaître les plus petites, qui rentabilise à outrance l'activité céréalière. Un système où un producteur de lait touche deux fois plus d'aides s'il nourrit ses vaches avec du maïs plutôt qu'avec de l'herbe ! Le résultat de cette politique est catastrophique en matière d'emploi paysan et de conditions de travail.

Plus verte ?

Dans les faits, ce sont encore les grosses exploitations, déjà les mieux dotées, qui en profiteront le plus, quels que soient leurs efforts environnementaux, puisque le verdissement ne sera pas forfaitaire, à l'hectare, mais sera basé sur les aides perçues dans les années 2000-2002 quand 80 % de ces aides allaient à 20 % des agriculteurs… Aucun frein à la production d'agrocarburants qui utilisent les terres agricoles pour produire de l'essence plutôt que de la nourriture. Rien pour limiter drastiquement les intrants chimiques qui contaminent les sols et l'eau, empoisonnent les travailleurs de la terre et les consommateurs. Rien sur la préservation de la biodiversité. Rien sur l'interdiction de nourrir les bêtes au soja transgénique. Alors que seul l'agriculture bio devrait être le modèle à promouvoir et à subventionner.

Plus juste ?

La convergence des aides, c'est-à-dire le fait que tous les agriculteurs touchent les mêmes montants par hectare, a été dénaturée. Elle sera limitée à 70 % de la différence avec la moyenne nationale, et ce pas avant 2019. De plus, les aides des plus nantis ne pourront pas baisser de plus de 20 %, alors que le gouvernement aurait pu aller jusqu'à 30 %. Quant à l'aide censée favoriser les petites exploitations (moins de 52 ha), c'est en réalité une surprime pour les 52 premiers hectares que toucheront toutes les exploitations. Ainsi une exploitation de 100 ha verra ses primes augmenter ! Rien de significatif en matière d'aide aux petites fermes qui sont les plus créatrices d'emplois ou à celles qui préservent le mieux l'environnement.
Pour maintenir des fermes nombreuses, et donc lutter contre la désertification des zones rurales, ainsi qu'une activité agricole diversifiée sur les territoires, la PAC doit privilégier des primes plus justes et dégressives, corrigeant les inégalités, abandonner les aides découplées des productions, basées sur le passé, et couvrir toute la surface agricole utile. La politique agricole doit maintenir des aides significatives couplées aux productions soumises à des contraintes naturelles, aux productions fragilisées : lait, ovins, bovins viandes, fruits et légumes. Des « primes au maintien de troupeaux de ruminants » doivent être créées au nom de l'intérêt environnemental et économique de productions valorisant le pâturage.

Assez de double langage !

Dans le domaine agricole comme ailleurs, le gouvernement Hollande pratique le double langage et se couche devant les exigences de la FNSEA et de l'industrie agroalimentaire. Pendant que Le Foll prétend défendre une agriculture plus humaine à Bruxelles, que Martin, à l'environnement, promet de s'attaquer à la pollution aux nitrates, Ayrault, lui, simplifie les règles d'élevage de porcs de 400 à 2000 têtes et s'obstine avec l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Au nom de la libre entreprise, le gouvernement laisse un patron du BTP implanter en Picardie une usine à vaches qui pourra accueillir 1700 bovins confinés et gavés d'antibiotiques.
Alors que l'échec du système actuel est flagrant en Bretagne, on continue avec le toujours plus grand, toujours plus polluant. L'agriculture est une activité vitale qui ne peut être abandonnée aux mains des profiteurs capitalistes. Les paysans qui nourrissent les populations et entretiennent les espaces sont les premiers à souffrir de l'agriculture intensive qui dévaste l'humanité. Le taux de suicide élevé et l'augmentation des maladies professionnelles témoignent du préoccupant malaise qui règne dans le monde agricole. En agriculture comme ailleurs, les capitalistes ne peuvent avoir la liberté de décider. Il ne faut pas la leur laisser, ils sont trop dangereux !
CorrespondantEs commission nationale écologie

AGRESSIONS

Extrême droite hors des facs !

Le 17 octobre, une militante de l'Unef Paris 1 a été agressée dans le hall de son immeuble. Elle s'est faite, entre autres, traiter de « sale gauchiste » et menacer de viol, avant de recevoir des coups de cutter sur la joue et le cou…

Quatre jours plus tard, une militante de l'UNEF Nanterre était à son tour attaquée en pleine rue. Aux insultes et menaces utilisées contre la précédente victime, son agresseur a ajouté des propos racistes.
S'il n'est pas possible à l'heure actuelle de désigner une organisation avec certitude, ces deux agressions ne sont clairement pas le fait d'individus isolés. Dans les deux universités où militent ces camarades, des heurts avaient eu lieu avec des organisations réactionnaires : une corpo soi-disant *« apolitique »* (c'est-à-dire systématiquement du côté de l'administration, des contre-réformes et de l'austérité) à Paris 1 ; l'UNI-Mét (organisation regroupant toute la « droite universitaire » jusqu'au FN) à Nanterre.

Initiatives unitaires

Avec ces agressions, l'extrême droite révèle son vrai visage. Elle a beau se réclamer des classes populaires, de la lutte contre le gouvernement ou contre l'austérité, le choix de ses cibles est édifiant. Elle ne s'en prend pas à un patron qui licencie ou à un président d'université qui ferme une filière, mais à deux militantes qui défendent au quotidien les droits des étudiants et des étudiantes.
Le jour même de la première agression, des milliers de lycéens et de lycéennes défilaient en solidarité avec leurs camarades sans-papiers. Cette mobilisation nous rappelle que les idées réactionnaires, racistes et xénophobes sont bien minoritaires dans la jeunesse.
Des initiatives militantes unitaires (diffusions de tracts, meeting) ont eu lieu et sont encore prévues pour montrer que l'extrême droite n'occupera jamais le terrain des facs. Cette campagne n'est bien sûr pas sans lien avec une nécessaire offensive contre l'austérité, pour montrer que c'est dans l'action collective et la solidarité que nous améliorerons nos conditions d'études et de vie.
JB Pelé

GEORGES IBRAHIM ABDALLAH

Succès de la manifestation de Lannemezan

En réunissant 400 personnes, soit le double par rapport à l'an dernier, la manifestation de Lannemezan (65) du 26 octobre constitue un pas important dans la mobilisation pour la libération de Georges Abdallah.

VenuEs de tout l'hexagone, et de Belgique, les manifestantEs s'ébranlaient de la gare de Lannemezan en un cortège bigarré par de nombreuses banderoles, reprenant le slogan : *« 30 ans de prison, 30 ans de résistance, libérons Georges Abdallah »*. La police de Valls tentait une vaine intimidation en prétendant cette année nous empêcher d'approcher de la prison comme nous l'avions fait les années précédentes, au motif que nous étions trop nombreux !

BRETAGNE

Avis de tempête

Une réunion publique initiée par le maire de Carhaix, Christian Troadec, contre la fermeture de Marine Harvest, a réuni 700 personnes. Elles ont décidé d'organiser une manifestation régionale le 2 novembre à 15 h à Quimper.

Des syndicalistes de Gad, de Doux et de Marine Harvest, mais aussi le NPA, ont pris la parole lors de cette réunion pour dire non aux licenciements, en Bretagne comme ailleurs. Le porte-parole du NPA Kreiz Breizh a en particulier appelé les salariés, les agriculteurs, à manifester leur colère et à se rassembler dans la lutte. L'appel à manifester est déjà relayé par les syndicats, le Front de gauche, certaines municipalités, de simples citoyens… Déjà cible il y a quelques années du combat victorieux des défenseurs de l'hôpital de proximité de Carhaix, Quimper et sa préfecture risque donc une nouvelle fois de connaître une journée agitée.
En effet, l'agroalimentaire breton, c'est 8 000 licenciements : Doux, Gad, Tilly, Boutet Nicolas et dernièrement Marine Harvest, usine de transformation du saumon qui a annoncé la fermeture de son site à Poullaouen (petit bourg près de Carhaix). 287 salariés qui seront virés en janvier 2014 alors que l'entreprise Marine Harvest cotée en bourse annonce 200 millions d'euros de bénéfice en un semestre…

Pour l'unité ouvrière et paysanne

Cerise sur le gâteau, l'écotaxe, qui pénaliserait 3 ou 4 fois plus les camions en Bretagne que dans le reste du pays, est perçue comme injuste et inefficace écologiquement. Le gouvernement devrait donc se méfier car les grandes révoltes bretonnes ont toujours eu un lien avec la fiscalité, l'emploi et l'environnement : la révoltes des bonnets rouges en 1675 contre l'impôt du papier timbré, la bataille du rail en 1962 contre l'éloignement ; la lutte victorieuse contre la centrale nucléaire de Plogoff en 1980 ; la révolte du centre Bretagne pour sauver son hôpital de proximité à Carhaix en 2008… La manifestation du 26 octobre à Pont-de-Buis ne pourrait donc être qu'un début.
Hollande avait promis pendant la campagne présidentielle qu'il s'attaquerait avec force à la finance quand celle-ci mettrait injustement en danger l'emploi et donc la vie des salariés. Nous n'avons bien sûr aucune confiance dans ce gouvernement qui ne s'oppose jamais aux licenciements et se trouve bien plus à l'aise pour taxer les pauvres et donner aux riches. En revanche, nous avons entièrement confiance dans les salariés bretons de l'agroalimentaire et dans la population pour résister, lutter et gagner. C'est donc la poursuite et le renforcement de l'action coordonnée, comme le font les travailleurs de chez Gad, qui est nécessaire, y compris la grève et le blocage des sites qui seraient sans nul doute soutenus par la majorité de la population.
C'est l'interdiction des licenciements et l'ouverture des livres de comptes qu'il faut appliquer, tout comme la

En Bretagne et ailleurs non au chômage !

réquisition des sites, des machines et des stocks pour amorcer la refondation de la filière agroalimentaire : pour une autre production de qualité et respectueuse de l'environnement, une industrie agroalimentaire à visage humain, sous le contrôle des paysans et des salariés eux même. C'est sur ces mots d'ordre que le NPA manifestera le 2 novembre à Quimper en appelant à l'unité ouvrière et paysanne la plus large. La détermination et la colère sont grandes aujourd'hui en Bretagne, et de ces luttes peuvent surgir l'espoir et le vrai changement !
Correspondants NPA Kreiz Breizh

PSA DONGFENG

L'État doit payer ?

La crise est le système de régulation du capitalisme mais c'est le régime normal de l'industrie automobile. La vente ou non de tel ou tel modèle étant imprévisible, les firmes vont en effet de boom en krach permanents. GM et Chrysler ont fait faillite en 2009.

Après avoir licencié massivement, diminué drastiquement salaires et protections sociales et fait éponger leurs dettes par l'État US, ils distribuent aujourd'hui, tout comme Ford hier en difficulté, des dividendes à leurs actionnaires. Mais la ville de Detroit, elle, reste en faillite tout comme ses salariés. Volkswagen a fait le plongeon deux fois en 35 ans, licencié ses salariés par dizaines de milliers, mais parade aujourd'hui au sommet de la profitabilité.
Peugeot a failli disparaître dans les années 60. Sauvé par l'État en 1966, il a alors construit l'usine de Mulhouse en 1971, Charleville en 1977, Trémery et Valenciennes en 1980, racheté Citroën en 1974 avec le financement de l'État, racheté Chrysler Europe en 1978, et devint le premier constructeur européen en 1980. Avant de replonger en 1981… Il licencie alors 98 000 salariés de 1984 à 1986, avec le financement de l'État. Il augmente la durée d'utilisation des usines à partir de 1984, met en place le flux tendu, allonge les horaires, et embauche CDD et intérimaires en 1987 et 1988. Il organise à Poissy une journée de travail de 10 heures en deux équipes dans une semaine de quatre jours avec un jour de travail glissant. L'usine tourne 20 heures d'affilée et 96 heures par semaine au lieu de 77 heures précédemment : la productivité de Peugeot augmente de 50 % entre 1985 et 1989…

Dividende maximum

Aujourd'hui ces fluctuations sont amplifiées du fait que les ventes d'automobiles battent tous les records au niveau mondial, en particulier en Chine, mais ont atteint un plafond en Europe, principal marché de la planète qui n'est plus que de renouvellement. Cette situation exacerbe la concurrence et pousse à se défaire d'entreprises ici pour en reconstruire d'autres là. Ainsi, Peugeot investit au Brésil, en Russie et en Chine, des marchés en pleine progression, et réduit ses capacités en Europe.
Mais en même temps, la profitabilité est moindre à court terme pour les firmes en restructuration. Or les groupes automobiles sont avant tout des holdings industriels et financiers qui cherchent à attirer les actionnaires en leur distribuant un dividende maximum. Ils privilégient alors la diversification dans les secteurs qui rapportent plus. Peugeot, c'est aussi des autoroutes, maisons de retraites, cliniques, supermarchés, immobilier, assurance, nettoyage, électroménager, parkings, collectes de déchets, d'eaux usées, etc. Dès lors, ces firmes n'ont plus les liquidités pour leurs investissements automobiles. Du coup, elles vendent, filialisent (les équipementiers faisaient 25 % d'un véhicule en 1970, 70 % en 2009), s'allient avec d'autres pour se protéger, investir de nouveaux marchés ou faire des économies d'échelles avec plateformes et achats communs. Peugeot a vendu Gefco, fermé Aulnay, poussé le gouvernement à faire l'ANI, s'est associé à GM et maintenant veut faire de même avec Dongfeng (comme hier Renault avec Nissan ou Dacia, Fiat avec Chrysler, etc.). Pour cela, Peugeot demande 1,5 milliard d'euros à l'État mais a distribué 6 milliards de bénéfices aux actionnaires ces 12 dernières années. Il est vraiment temps de poser la question de l'intrusion des salariés dans la toute puissance du capital.
Jacques Chastaing

MOULINS MAUREL (13)

Soutien politique unitaire

Depuis plusieurs mois, les 60 salariés des Moulins Maurel se battent, avec le soutien de la CGT, contre le projet de fermeture de leur usine de production de semoule. Celle-ci appartient à Vivescia-Nutrixo, sixième groupe français de l'agro-alimentaire (« Bannette », « Francine », etc.).

Menacés par le chômage d'ici quelques semaines, ils doivent affronter les menaces de leurs dirigeants : assignation en justice après le blocage d'un moulin ; menaces envers le secrétaire du syndicat, etc. Le comité d'entreprise s'est mis en quête d'un repreneur, malgré le sabotage permanent de la direction du groupe et le peu d'empressement du commissaire au redressement productif envoyé par Montebourg.

Rassemblement solidaire

Notre camarade Philippe Poutou avait déjà rendu visite aux salariés des Moulins qui avaient, participé aux « vœux anticapitalistes » organisés par le NPA 13 en janvier dernier. Samedi 19 octobre, le NPA et le Front de gauche organisaient une mobilisation de soutien aux salariés. Dès 11 heures, un rassemblement de 150 personnes était organisé à l'entrée du plus grand centre commercial de la ville, à deux pas de l'usine menacée de fermeture… pour étendre la zone commerciale.
Après les prises de parole (Gérard Cazzorla des Fralib, le secrétaire CGT des Moulins Édouard Pagni, un élu PCF, une représentante du PG et un membre du NPA), le rassemblement s'est transformé en manif devant l'entrée du grand magasin. Les vigiles ont été vite débordés par cette exceptionnelle distribution de tracts. Retour en manif à l'usine, où les camarades des Moulins Maurel ont vivement remercié les organisations politiques qui les ont aidé à briser le blocus imposé par la presse, à l'exception notable de la Marseillaise.
Si l'espoir de trouver un repreneur est vivace, le temps presse. Toutes les solidarités et les soutiens politiques pèseront lourd d'ici le 21 novembre, jour où les Moulins Maurel passeront au tribunal pour contester le « plan social ».
JM Battini

Une raison de plus pour les manifestantEs d'avancer avec une détermination encore plus grande.

Solidarité internationaliste

Longeant les hauts murs, nous sommes parvenuEs jusqu'à la porte d'entrée centrale de la prison, acclaméEs par les prisonniers en « promenade », qui organisaient eux aussi une manifestation au sein même de la prison aux cris de *« À bas l'État, libérez Georges Abdallah ! »*. Les prisonniers politiques basques détenus à Lannemezan lançaient à leur tour des slogans, repris par la délégation venue d'Euskadi. Un grand moment d'émotion et de solidarité internationaliste. Un long meeting a ensuite permis aux nombreux collectifs de faire le point sur leurs activités locales et leurs perspectives pour développer la mobilisation. Point d'orgue de cette belle journée, les jeunes militantEs de « Coup pour coup » qui n'avaient pas ménagé leurs efforts pour renforcer la mobilisation au cours des dernières semaines, nous offraient un magnifique chant en l'honneur de la Palestine et du combat anti-impérialiste de Georges Abdallah, interprété par une « chorale révolutionnaire » formée pour l'occasion. Une bonne idée dont devrait s'inspirer un mouvement révolutionnaire souvent en manque d'imagination.
La participation des militantEs du NPA était bien supérieure aux années précédentes (une cinquantaine) et témoigne de la volonté de notre parti de prendre toute sa place dans une mobilisation encore trop peu présente dans les préoccupations des autres organisations et partis de la gauche française. Le combat pour la libération de notre camarade continue… La solidarité internationale est notre arme !
Alain Pojolat

DR

Les comités en action !

Bourg-en-Bresse (01) :
succès de la fête anticapitaliste
Il y a longtemps que le NPA local n'avait pas pris d'initiative de cette envergure. Le succès rencontré samedi 19 octobre est bien sûr lié à la présence d'Olivier Besancenot qui découvrait pour la première fois notre petite ville provinciale. Mais il est également dû à la partie artistique de qualité assurée par notre camarade chanteur et ses amis artistes : poésie, musique et engagement militant. Sans oublier les sympathisantEs de toujours, qui ont pourvu à l'intendance, un délicieux repas, ainsi que des camarades vignerons de la Suisse voisine qui ont fourni le carburant indispensable…
Le meeting, précédé d'une table ronde sur la question des retraites a réuni environ soixante dix personnes. Nos partenaires des nombreux collectifs auxquels le NPA participe (défense des migrants et demandeurs d'asile, Sortir du nucléaire, Palestine) et des militants du Parti de gauche qui présente avec nous une liste pour les prochaines municipales ont aussi largement contribué à l'animation des débats.
Au final, une journée riche en émotions, en retrouvailles et en discussions politiques.

Martel (Lot) :
le permis de Brive définitivement rejeté
Durant tout l'été, le collectif contre le gaz de schiste a multiplié les interventions. Delphine Batho avait annoncé le refus du « Permis de Brive », mais son successeur Philippe Martin n'avait pas confirmé. C'est pourquoi le collectif a décidé de rendre public tout le dossier qu'il a constitué, avec l'appui de scientifiques (géologues, hydrologues, préhistoriens, géographes, architectes, etc.). L'annonce du Conseil constitutionnel sur l'interdiction de la fracturation hydraulique n'a pas calmé les esprits car nous savons tous que les pétroliers n'en resteront pas là. C'est pourquoi nous étions à Toulouse le 19 octobre lors du rassemblement contre la fracturation. 200 personnes étaient présentes, des représentants de tous les collectifs du Sud-Ouest, le NPA, le PG, les Verts…
Deux jours plus tard, le ministre annonçait dans un communiqué le rejet définitif du permis : une victoire ! Mais les discussions continuent et les membres du collectif se posent la question de dépasser le seul problème du gaz de schiste pour intervenir sur les énergies durables.
Pour obtenir le dossier :
martel.nonaugazdeschiste@gmail.com
ou auprès de la librairie La Brèche.

Poitiers (86) :
transports en commun gratuits ?
Près de 50 personnes se sont rassemblées au bar le Plan B le mercredi 16 octobre au soir. Les écologistes et les jeunes communistes étaient présents pour débattre de la question des transports publics gratuits avec le NPA et aussi la Gauche anticapitaliste et les Alternatifs.
Les débats ont essentiellement tourné autour de deux axes : le financement et le réseau des bus lui-même (infrastructures, fréquence, etc). Le financement implique de trouver 5 millions d'euros par an. Pour ce faire, il faudrait augmenter la taxe sur les entreprises, de 1,3 % jusqu'à 1,8 %.
Il faut également augmenter la fréquence, aménager les infrastructures (routes, couloirs de bus…), et améliorer le réseau. Afin d'y parvenir, la régie doit être totalement publique et une concertation doit avoir lieu avec la population pour décider où doivent passer les bus, à quelles heures, à quelle fréquence.

Le parti en campagne

Pas de vacances pour la campagne financière

La première échéance intermédiaire que nous avions fixée pour rythmer la campagne financière et atteindre, dans les meilleures conditions, l'objectif d'un million d'euros récolté, arrive rapidement : les premiers 200 000 euros fin octobre.

Au moment où ces lignes sont écrites, nous sommes au milieu des vacances scolaires. Il faudra certainement quelques jours supplémentaires pour centraliser et comptabiliser. Il convient de rappeler l'importance de franchir cette étape qui repose essentiellement sur la mobilisation des membres du NPA.
Tous les militants et toutes les militantes sont invitéEs à contribuer — en fonction de leurs moyens — à cet effort collectif et leurs contributions vont nous permettre d'atteindre rapidement la somme que nous engrangeons d'habitude fin décembre. C'est le tremplin qui nous permettra, dans un deuxième temps — et certains comités ont déjà commencé — à nous donner confiance pour nous adresser beaucoup plus largement aux sympathisants, à nos contacts, nos familles et toutes celles et tous ceux qui sont attachéEs à l'existence d'une force politique indépendante dont la liberté de parole et le savoir-faire militant sont utiles pour notre camp social.
Les attaques quotidiennes du patronat contre les salariés, la course à l'échalote engagée par la droite avec l'extrême droite et la politique d'un gouvernement prétendument de gauche appliquant avec zèle l'agenda ultralibéral rendent absolument nécessaire la défense d'une alternative politique anticapitaliste appuyée sur les luttes. Et celles-ci ne manquent pas : mobilisations récentes contre les expulsions des jeunes scolarisés qui vont reprendre à la rentrée, luttes des salariés bretons et d'ailleurs contre les licenciements, mobilisations pour le droit au logement et contre leur répression par la police… Les occasions de descendre dans la rue sont nombreuses et la présence du NPA indispensable. L'argent récolté y contribue.

Les bonnes pratiques…

Alors, il nous faut maintenant donner un coup de collier, convaincre, et s'organiser pour que le maximum de chèques (ou de paiement en ligne) arrivent au local national dans les plus brefs délais.
Pour cela, et pour que le compteur grimpe plus rapidement, il ne faut pas hésiter à confier plus régulièrement au facteur ou à la boîte à lettres les missives anticapitalistes — une façon de défendre le service public postal. Alors encourageons la circulation monétaire et ne stockons pas dans nos chaumières. Et rappelons autour de nous que même s'ils sont donnés en avance, les chèques sont encaissés après leur date d'émission. Un moyen de satisfaire à la fois un trésorier national impatient et un compte en banque hésitant. Et d'avoir la satisfaction de participer à une œuvre utile, voire… révolutionnaire !
Pour plus d'informations, pour nous aider : **http://npa2009.org/souscription**

RENCONTRE

Lutte ouvrière en perspective

Le NPA a écrit ces dernières semaines à plusieurs organisations politiques pour discuter de la situation sociale et politique et voir ce qu'il est possible de faire ensemble. La rencontre du 14 octobre avec Lutte ouvrière est la première. Nous devons également rencontrer dans les jours qui viennent Alternative Libertaire, le Parti communiste et le Parti de gauche.

Cette nouvelle rencontre avec Lutte ouvrière se situait dans la continuité de notre dernière rencontre, insistant sur la question sociale et ces conséquences pour les salariéEs de la politique de Hollande-Ayrault. Nos deux organisations politiques partagent beaucoup de choses sur l'analyse de la situation actuelle : difficultés du mouvement social, atonie des résistances, de la combativité… Pourtant la colère, le mécontentement des salariéEs est grand, et même si beaucoup de résistances actuelles sont des luttes sectorielles, elles existent : contre les licenciements, les fermetures de sites, la réforme des rythmes scolaires, les mauvaises conditions de travail… Tout cela dans un contexte de droitisation politique où les idées du Front national se propagent… Dans les luttes, les résistances, nous constatons que de nombreux militants anticapitalistes et révolutionnaires se retrouvent au quotidien, sans réellement se coordonner, ce qui selons nous faciliterait la tâche.

Seul, mal accompagné… ou unitaire ?

Sur le terrain politique, face à l'offensive libérale menée par le gouvernement Hollande-Ayrault contre l'ensemble du monde du travail, les cadeaux fiscaux en faveur des entreprises et des plus riches, il nous semble important également de poursuivre les discussion que nous avions engagées avec Lutte ouvrière, mais aussi l'ensemble des organisations politique à la gauche du PS, de construire une opposition de gauche à ce gouvernement. Une opposition politique capable d'aider aux mobilisations pour inverser le rapport de forces et en finir avec les politiques d'austérité, pour ouvrir la voie à une véritable alternative. Une opposition politique qui pourrait aussi se concrétiser par des listes unitaires aux prochaines élections municipales ou européennes en proposant un programme de rupture, d'indépendance, contre le gouvernement.
Lutte ouvrière refuse catégoriquement : il y aurait trop de divergences entre nous, et nos deux organisations ne suivraient pas la même perspective… D'après eux, la lutte contre l'austérité comme le propose le Front de gauche ou le gouvernement anti-austérité comme le propose le NPA sont loin d'être suffisants, car c'est une *« perspective communiste »* qu'il faudrait proposer aux travailleurs.
Sur le terrain social, la critique n'est pas tendre non plus : la bagarre ne se construit pas simplement en se coordonnant mais sur ce que nos militantEs y défendent. Quel programme socialiste défendons-nous par exemple dans les luttes ? La position de Lutte ouvrière n'est pas nouvelle, cela fait quelques mois déjà que pour eux, seule la *« perspective communiste »* (qu'ils seraient les seuls à défendre) permettra à la classe ouvrière de reprendre l'initiative. Reste quand même à en définir le contenu et surtout comment la porter dans la situation actuelle. Le débat doit donc continuer.
Sandra Demarcq

Le n°48 de l'Anticapitaliste la revue est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Spécial Mexique

Diego et Frida, artistes révolutionnaires

Diego Rivera (1886-1957) et Frida Kahlo (1907-1954) étaient des artistes révolutionnaires, c'est-à-dire profondément engagés dans les combats politiques de leur époque.

Leur engagement se traduit très directement, pour Diego Rivera, dans une bonne partie de ses peintures murales mais beaucoup moins dans les tableaux. Chez Frida Kahlo, il s'agit d'une œuvre authentiquement subversive, mais cela ne s'exprime pas, sauf pour la toute dernière période, dans des termes directement politiques.

Militants communistes depuis les années 1920, ils ont pour amis le révolutionnaire cubain Julio Antonio Mella (assassiné en 1929) et sa compagne Tina Modotti. Avec Frida, on les retrouve en 1928 au centre d'un célèbre mural de la Secretaria de Educacion Publica, distribuant des armes à des ouvriers insurgés sous le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau.

Exclus du Parti communiste en 1930, Diego et Frida vont se rapprocher de l'opposition de gauche. Lors d'un séjour en 1933 aux USA, John D. Rockefeller commande à Diego Rivera un grand mural pour son nouveau Centre à New York. Une fois le mural terminé, Rockefeller exige que Rivera « efface » le visage de Lénine qui apparaît en bonne place dans la fresque. Devant le refus de Rivera , il fait expulser celui-ci par ses gardes, et quelques mois plus tard, il fera détruire le mural à coups de marteau piqueur. Un acte de barbarie unique dans l'histoire de l'art moderne. Rivera reproduira le mural au Palacio de Bellas Artes de Mexico, en ajoutant cette fois-ci Léon Trotsky tenant dans ses mains le drapeau rouge de la IVe Internationale… Il peint aussi à cette époque une vaste fresque au Palais national, fresque représentant l'histoire du Mexique. La lutte de classes y occupe la place principale, tandis qu'un gigantesque Karl Marx montre la voie de l'avenir aux travailleurs.

Avec Trotsky et Breton

Diego Rivera obtient de Lazaro Cardenas l'accord pour accueillir Léon Trotsky au Mexique. Léon et Natalia seront reçus dans la Maison bleue de Diego et Frida, ainsi que, quelques mois plus tard, André Breton, le fondateur du surréalisme, et sa compagne Jacqueline Lamba. Breton et Trotsky rédigent ensemble en 1938 le *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, qui sera signé par les deux artistes, Breton et Rivera.

En 1939, une éphémère affaire sentimentale entre Frida Kahlo et Léon Trotsky est probablement la raison de la brouille personnelle entre Rivera et le révolutionnaire russe exilé. Cependant, Rivera reste proche des idées de celui-ci. Peu après son assassinat, Rivera peindra en 1940 dans une fresque un hommage au *Dictateur* de Charlie Chaplin, fresque sur laquelle apparaissent les têtes de trois dictateurs : Hitler, Mussolini et Staline, ce dernier tenant dans ses mains un piolet (l'arme utilisée par un agent du GPU pour assassiner Trotsky).

Après l'entrée en guerre de l'URSS contre le nazisme, Diego et Frida vont se rapprocher du Parti communiste mexicain, qui refusera pendant très longtemps de les réintégrer. Rivera ne sera admis dans les rangs du PC qu'en 1954, après avoir produit une fresque à la gloire du Mouvement de la Paix, sous la direction de Joseph Staline et Mao Tsé-Toung…

Michael Löwy

Cinéma

Violence, drogue et immigration : le cinéma mexicain, reflet de son époque. Le cinéma mexicain contemporain nous livre un tableau cruel d'une société minée par la violence et la corruption. En 2011, *Miss Bala* de Gerardo Naranjo (disponible en DVD) prend pour point de départ un anodin concours de beauté de Tijuana pour évoquer les guerres sanglantes que se livrent narcos, militaires et policiers – les uns et les autres ne formant que des gangs rivaux. En 2008, *la zona, propriété privée* de Rodrigo Pla (disponible en DVD) nous fait découvrir une de ces résidences luxueuses où les riches entretiennent des armées de mercenaires privé pour tenter de se protéger des incursions des délinquants ou tout simplement des pauvres. Quand trois adolescents réussissent à franchir ces obstacles, ils sont l'objet d'une impitoyable chasse à l'homme. Le thème de la misère qui pousse à émigrer au Nord dans l'espoir de s'y tailler une petite place est récurrent lui aussi. Ainsi, en 2009, Amat Escalante, réalisateur de *los Bastardos* (disponible en DVD), suit l'itinéraire de deux de ces migrants qui, traités comme des chiens à Los Angeles malgré leur volonté de travailler à tout prix, vont finir par trouver le crime plus rentable. *« J'ai choisi les deux personnages principaux, tous deux ouvriers dans le même quartier de Mexico, car il était important, à mes yeux, que tous les spectateurs comprennent ce à quoi un homme peut être réduit dans une société gouvernée par l'argent. »*

Gérard Delteil

Exposition

Loin de la Maison bleue

« Frida Kahlo - Diego Rivera, l'art en fusion »

Musée de l'Orangerie (Paris 1er) jusqu'au 13 janvier 2014

Les œuvres et les relations de Frida Kahlo et Diego Rivera sont entrées de longue date dans la légende révolutionnaire, bien au-delà du Mexique. À Paris, le musée de l'Orangerie leur consacre enfin une exposition.

D'abord programmée en 2011 à Bordeaux puis à Paris sous le titre de *« L'année du Mexique en France »*, l'exposition *« Frida Kahlo - Diego Rivera, l'art en fusion »* avait été annulée à la suite de mémorables gesticulations sarkozyennes. Il est agréable de pouvoir enfin la visiter malgré son manque d'ampleur, peut-être dû à ces cafouillis diplomatiques – ou à « la crise » frappant les institutions mexicaines autant que les françaises.

De l'énorme production de Rivera (1886-1957), seulement 32 œuvres, dont plus du tiers conçu hors du contexte mexicain, et par exemple, aucune de ses lithographies, jugées pourtant *« fondamentales pour l'histoire de l'estampe au Mexique »* quand le British Museum exposa certaines d'entre elles en 2009. De Kahlo (1907-1954), 39 huiles, lithographies et dessins, sélection un peu plus représentative d'une œuvre composée pour plus d'un tiers d'autoportraits, et en complément 33 photographies bien connues, dues à Lola Álvarez Bravo et Gisèle Freund notamment.

Trois salles de dimensions croissantes : la première résumant la carrière de Rivera en Europe, peinant à percer comme peintre fauve puis cubiste entre 1907 et 1921 ; la deuxième évoquant trop vaguement les maisons occupées par le couple à partir de 1928 (aucune vue de la Maison bleue !) ; la troisième rassemblant les autres œuvres de Rivera et Kahlo. De la « Fridamania » (sans « Diegolâtrie » correspondante) qui a marqué le demi-siècle suivant la mort de l'artiste, comme du « néomexicanisme » et du renouveau récent des arts plastiques mexicains (le musée d'Art moderne de la Ville de Paris lui avait consacré une bonne exposition en 2012), les visiteurs ne verront ni ne sauront rien, sauf à acheter le catalogue qui en traite. Piteux zigzags politiques et sentimentaux des deux artistes mis à part, autant de sujets de premier intérêt qui auraient mérité plus d'attention.

Gilles Bounoure

Roman

Littérature mexicaine ?

Bien que non mexicains, B. Traven et Paco Ignacio Taibo II sont bien deux auteurs majeurs de la littérature mexicaine…

B. Traven. Des conseils ouvriers en Bavière en 1918 à aujourd'hui : plus de 25 millions de livres vendus ! Même s'il est né en Allemagne, cet auteur a vécu toute sa vie au Mexique, un vrai indigène mexicain… Il est, il vit ce que l'humanité endure. Les éditions la Découverte ont réédité en 2010 ses romans les plus importants mettant en scène les conditions effroyables d'exploitation des indiens mexicains tels *Rosa Blanca*, *la Révolte des pendus*, *le Vaisseau des morts*, *la Charrette*, *le Trésor de la Sierra Madre*…

Libertalia vient de rééditer *les Cueilleurs de coton* (18 euros). Comme son titre l'indique, ce n'est pas précisément une œuvre légère, ce qui n'empêche nullement Traven d'émailler son récit d'un humour bien corrosif. Seul le Mexique d'en bas pouvait accueillir Traven, rescapé de la répression sanglante de la révolution allemande et lui permettre d'exprimer, jusqu'à sa mort en 1969, sa sensibilité internationaliste. Le début du roman — où « nègres, chinetoques indiens » et lui-même, tous couverts de haillons, écrasés de soleil, forment une troupe de hasard mais déjà soudée par la misère et l'exploitation — est un vrai chef d'œuvre.

Paco Ignacio Taibo II. Paco, lui aussi, est un déraciné : sa famille s'est installée au Mexique fuyant la répression franquiste des années 50. Mais contrairement à Traven, il est d'origine fortunée, ce qui n'a jamais été un obstacle infranchissable pour défendre et s'identifier à la révolution. Preuve en est la présence récurrente et centrale dans ses œuvres et romans de personnages « absolus », sans concession avec l'ordre dominant, de vrais révolutionnaires, ce type d'insoumis que l'histoire a certes défaits mais qui en conséquence nous parlent. On se souvient de sa biographie du Che en 2001, et de son livre *Des morts qui dérangent* écrit avec le sous-commandant Marcos en 2005. En octobre dernier est enfin paru en poche sa remarquable biographie de *Pancho Villa* (Payot, deux volumes de 11 euros), ainsi que deux romans à ne pas rater, *Archanges, 12 histoires de révolutionnaires sans révolution possible* (Métailié, 12 euros) et *Retour des tigres de Malaisie, plus anti impérialistes que jamais* (Métailié, 20 euros).

Les libraires de La Brèche

librairie
la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

«À part quelques avancées mineures, on n'est pas satisfait de la loi Duflot»

Entretien. *Jean-Baptiste Eyraud est le porte-parole de Droit au logement (DAL), association fondée en 1990. Avec lui, nous revenons en particulier sur la lutte autour du campement de la place de la République à Paris et sur le bilan de la politique du gouvernement en matière de logement, un an et demi après son arrivée au pouvoir.*

Photothèque Rouge/MILO

Ces derniers jours ont été chauds pour le DAL. Est-ce que tu peux dire rapidement ce qui s'est passé ?
Nous avions installé un campement lundi 14 octobre, place de la République, à la suite d'une table ronde pour le droit au relogement de 300 familles qui n'avait rien donné. Nous avons décidé de passer la nuit Place de la République pour la 4e fois. Nous l'avions déjà fait sans que cela ne pose de problème. Le lendemain vers midi, les CRS ont débarqué. Ils ne restent alors sur le campement qu'une vingtaine de personnes, les autres sont au travail. Sans sommation, les CRS coupent les bâches, qui tombent sur la tête des mal logéEs et militantEs assis par terre qui se tiennent par les coudes, et embarquent ceux-ci sans ménagement. Un CRS déchire l'oreille d'un père de famille qui sortira de l'hôpital avec 12 points de suture. Le ton est donné.
Le soir même, et le lendemain soir, et le jeudi soir, rassemblement sur la base de notre déclaration de manifestation statique d'une semaine. À chaque fois les policiers nous encerclent pour nous empêcher de manifester, et on entend des CRS se dire : *«on va se les faire»*. Il y a beaucoup de mères de familles et des enfants. Le samedi 19, nous participons à la journée européenne pour le droit au logement et contre la spéculation immobilière organisée dans 12 pays européens. Le rassemblement se tient, mais beaucoup de policiers sont présents. Nous décidons de partir et commençons à descendre dans le métro. Surprise, la police nous bloque et nous bouscule. Nous nous asseyons par terre, et là les CRS nous frappent.Comme les autres personnes, je reçois des coups. Un CRS me tire par les cheveux et me mets trois coups de rangers dans les côtes. Ils m'enlèvent aussi mes chaussures. Ils tordent les membres des mères de familles, les têtes... Il y a pas mal de blessés. En fait, ils veulent nous faire mal pour nous forcer à nous lever. Habituellement ils te portent à 3 ou 4, en douceur. C'est un choix de la hiérarchie, des ordres ont été donnés faire mal et faire peur. Puis ils nous traînent par terre et nous emmènent dans la cage humaine qu'ils ont constituée, nous séquestrant pendant 4 heures dans des conditions dégradantes, puisqu'il faut uriner sous les yeux des policiers. Le commissaire refuse qu'un médecin fasse des soins.
Au bout du compte, le Ministère du logement intervient, inquiet des brutalités en cours, et se dit prêt à négocier. Rendez-vous est pris pour le lundi suivant. La police s'en va à notre demande, et nous partons tous ensemble.

> C'est un choix de la hiérarchie, des ordres ont été donnés : faire mal et faire peur.

Qui étaient les familles rassemblées Place de la République ?
Ce sont des familles qui ont fait des demandes de logement social, qui, pour la plupart, sont des prioritaires DALO. Dans l'attente d'un relogement par l'État, elles sont hébergées dans des conditions éprouvantes, dans des hôtels à droite à gauche, qui connaissent des situations de grande précarité. Ce sont les mêmes qui ont occupé les gymnases de la ville de Paris depuis le début de l'année. Elles sont très déterminées à lutter, comme on l'a fait rue de la Banque, et elles en ont marre.

Comment expliques-tu l'attitude du pouvoir ?
Les faucons ont le vent en poupe. On a vu aussi la répression contre des luttes du logement à Toulouse, Poitiers, Lille, Montpellier, Renne et Bordeaux ces derniers temps, on le voit aussi les familles sans papiers. Il y a une position dure du gouvernement contre les mouvements sociaux, pour faire taire les revendications, avec des contradictions en son sein comme on le voit entre le ministère du logement et celui de l'Intérieur.

Vous avez porté plainte auprès de l'IGPN ?
On est obligé de passer par l'IGPN pour porter plainte contre la police. C'est une réforme de Sarkozy. On a déposé les images, les documents. Plusieurs personnes ont porté plainte. Moi aussi. Pour violence et séquestration. Il y a des images qui montrent la brutalité policière. À une autre époque, dans les années 90, une affaire comme celle là aurait fini en correctionnelle. On va voir quelles suites seront données par l'IGPN.

Que penses tu de l'ensemble de la politique du gouvernement en matière de logement ?
Cette politique n'est pas bonne. À part quelques avancées mineures, on n'est pas satisfait de la loi Duflot. Le renforcement de la loi de réquisition a été rejeté par le Sénat, une meilleure protection des mal-logés, des habitants de taudis contre les marchands de sommeil et les bailleurs indélicats n'est pas passée non plus, pour l'instant. Les fonds pour produire du logement social, le 1% logement, ont été raflés pour d'autres missions. Cela assèche les sources de financement de la construction de logements sociaux. Ils ont gelé les allocations logements, les APL, ce qui va peser sur les locataires les plus modestes.
Nous sommes très critiques vis-à-vis de ce gouvernement qui fait des cadeaux fiscaux aux riches pour investir dans le locatif, qui soutient la rente locative qui ne produit que de la spéculation et de la pauvreté. L'encadrement des loyers de madame Duflot risque d'être un encadrement des loyers à la hausse. Nous espérons qu'il va apporter cependant un peu de répit aux locataires modestes, mais ce n'est pas du tout certain.

Il y a eu depuis quelques semaines, des mobilisations contre les expulsions et les ruptures d'hébergement, à Poitiers, Toulouse, Clermont-Ferrand, Grenoble, Caen, etc. Ne faudrait-il pas tenter de fédérer ces luttes pour leur donner plus de visibilité ?
Ce qui est en cause, c'est le droit à l'hébergement. Toute personne sans logis, quelque soit sa situation administrative selon la loi, y a droit, jusqu'à une orientation vers un hébergement stable ou un relogement. Et l'hiver risque d'être dramatique. On est prêt à contribuer à une mobilisation large mais coordonner n'est pas si facile. Si les salariés de l'urgence ne se mobilisent pas, ce sera insuffisant. La mobilisation des associations gestionnaires serait aussi nécessaire. A Clermont-Ferrand, le mouvement a pris car tout le monde s'y est mis. C'est une idée à fouiller et évidemment on serait partant. Mais il faut sortir de l'hébergement hôtelier et lancer un vaste plan de mobilisation des logements et locaux vacants (réquisition, mise à disposition, intermédiation locative...). Ça passe également par la réquisition des logements vacants. Il y a un enjeu important à constituer un front pour défendre ce droit. Dans le cas contraire, les idées d'extrême droite vont se développer, la xénophobie et le racisme, la stigmatisation et la répression des populations les plus précarisées.

Quelles sont vos perspectives de mobilisations pour les semaines à venir ?
On a devant nous une période de négociations. On est mobilisé jeudi 31 octobre pour l'arrivée de la trêve hivernale, une sorte d'halloween avec les enfants, place de la République. Ensuite je pense qu'il y aura des mobilisations concernant l'application de la loi de réquisitions, l'amélioration de la loi Duflot. Nous étions dans l'idée d'une grande loi pour les mal-logés, les sans logis, les locataires, soutenue et encouragée par une mobilisation sociale, et la plate forme logement des mouvements sociaux. Le Ministère du logement et le gouvernement n'en ont pas tenu compte et ont choisi d'écouter les gestionnaires, et au final, les bailleurs et les milieux de l'immobilier.

Propos recueillis par JMB

Vu ailleurs

Le nouvel Observateur

Hassan Chebraoui est venu «faire un tour» *à l'usine PSA d'Aulnay, vendredi 25 octobre, pour assister à la sortie symbolique de la dernière C3 organisée par la direction. [...] Comment oublier ce jour de 1975 quand, deux ans après son arrivée du Maroc, il franchit la double enceinte grillagée d'Aulnay pour la première fois ? [...]* «À l'intérieur, c'était la dictature» *[...]. C'est ça l'usine modèle. Ça et les visites des représentants de la CSL aux femmes des ouvriers logés par Citroën :* «Si ton mari ne prend pas la carte, il va perdre son boulot et toi, ton appartement.» *Il n'empêche. Le feu couve. Des espions, les* «serpents noirs», *circulent parmi les équipes. Les réunions d'ouvriers s'organisent clandestinement [...] Pourtant, même si on lui a proposé la retraite, Hassan a voulu rester à l'usine jusqu'au bout :* «J'ai lutté avec mes copains, je suis parti en même temps qu'eux.»

Extrait de Louis Morice, PSA Aulnay : «Je suis resté jusqu'au bout», publié le vendredi 25 octobre 2013, sur le site du *Nouvel Observateur*.

S'abonner

Par prélèvement automatique
Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à :
NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard
☐ Hebdo *(14 euros/trimestre)*
☐ Hebdo + Mensuel *(25 euros/trimestre)*

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
☐ Hebdo *(10 euros/trimestre)*
☐ Hebdo + Mensuel *(19 euros/trimestre)*

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : .....
Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter
CODE ÉTABLISSEMENT | CODE GUICHET
Date : .....
Signature :

Établissement teneur du compte
Banque : .....
Adresse : .....
.....
Code postal : .....
Ville : .....

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		
Hebdo	☐ 6 mois *28 euros*	☐ 1 an *56 euros*
Mensuel	☐ 6 mois *22 euros*	☐ 1 an *44 euros*
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois *50 euros*	☐ 1 an *100 euros*

Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	☐ 6 mois *20 euros*	☐ 1 an *40 euros*
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois *38 euros*	☐ 1 an *76 euros*

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org